

**Etablissement Public Territorial  
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 11 OCTOBRE 2017**

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE ONZE OCTOBRE  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°47 – PERSONNEL – PROTECTION FONCTIONNELLE ET JURIDIQUE – MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION  
FONCTIONNELLE ET JURIDIQUE AU PROFIT DE MADAME HAYATE LALA, ANIMATRICE «COLLECTE SELECTIVE» - UNITE  
DRANCY**

**Le Président,**

**Vu** le décret 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Etablissement Public Territorial,

**Vu** l'article 11 de la loi n°83-634 du 11 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

**Vu** la délibération n°107 du Conseil de Territoire de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol du 25 septembre 2017 par laquelle le Conseil de Territoire a délégué ledit jour à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions notamment l'accord de la protection fonctionnelle lorsque des agents ou des élus du Territoire sont victimes d'atteintes dans le cadre ou à raison de leur fonction,

**Vu** les procès-verbaux dressés par le Commissariat de Drancy le 13 septembre 2017 et le 18 septembre 2017,

**Vu** le budget de l'exercice en cours,

**Considérant** que la collectivité publique est tenue de protéger ses agents qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ont été victimes des éléments suivants :

- Les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, dont ils peuvent être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer le préjudice susceptible d'en être résulté,
- Les condamnations civiles ou pénales dont ils peuvent faire l'objet en cas de faute service.

**Considérant** que cette protection consiste à prendre en charge les frais d'avocat de l'agent et permettre la réparation de ses préjudices matériels, corporels, financiers ou moraux,

**Considérant** qu'au regard des faits existants, l'agent n'a pas commis de faute personnelle pouvant remettre en cause son droit à bénéficier de la protection fonctionnelle,

**Considérant** que l'administration doit prévenir les attaques contre ses agents et leur apporter son soutien lorsqu'elle a connaissance d'attaques imminentes ou en cours à l'égard d'un agent, elle doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour les éviter ou les faire cesser.

**Considérant** l'agression, le 13 septembre 2017, de Madame Hayate LALA, animatrice «Collecte sélective» - Unité Drancy au moment de l'exercice de ses fonctions,

**Considérant** la volonté de Madame Hayate LALA de confier la défense de ses intérêts à Maître Nathalie BARBIER, 67 avenue Jean Jaurès, 93700 Drancy.

**DÉCIDE**

**Article 1** **D'accorder** la protection fonctionnelle à Madame Hayate LALA, animatrice «Collecte sélective» - Unité Drancy.

**Article 3** **De prendre en charge** les frais d'avocat et de réparation des préjudices subis par Mme Hayate LALA.

**Article 4** **De dire** que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

**Article 5** Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire

Pour extrait conforme



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20171012-47-12-10-2017-AU  
Date de télétransmission : 18/10/2017  
Date de réception préfecture : 18/10/2017